

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Procédure adaptée ouverte
(Articles R2123-1^{1°} + 4 +5 et R2131-12 du Code de la Commande
Publique)

montant < 90 000 € HT

ACHETEUR

Commune de LA CHAMBRE

294 Grande Rue

73130 LA CHAMBRE

OPERATION

REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES

24 octobre 2025 à 12h00

SOMMAIRE

I	ACHETEUR	4
II	OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	4
III	CONDITIONS GENERALES DE LA CONSULTATION	4
III.1	Étendue et mode de consultation	4
III.2	Groupement d'opérateurs économiques	4
III.3	Délai de validité des offres	4
III.4	Propriété intellectuelle des projets.	4
III.5	Modalités essentielles de financement et de paiement.....	5
III.6	Contenu des Prix – Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes	5
III.7	Réalisation de prestations similaires	5
III.8	Conditions particulières d'exécution	5
IV	OBTENTION ET CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES.....	5
IV.1	Modalités de retrait du Dossier de Consultation – Profil acheteur	5
IV.2	Contenu du Dossier de Consultation des Entreprises	5
V	PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	5
V.1	Documents à produire	5
V.2	Présentation des variantes	7
VI	CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES	7
VI.1	Transmission en support papier.....	Erreur ! Signet non défini.
VI.2	Transmission en support électronique	Erreur ! Signet non défini.
VII	EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
VII.1	Sélection des candidatures.....	7
VII.2	Critères de jugement des offres.....	8
VII.3	Analyse et notation du critère Valeur Technique	8
VII.4	Analyse et notation du Critère Prix.....	9
VII.5	Note globale / Classement provisoire / définitif	9
VIII	NEGOCIATION AVEC LES ENTREPRISES	10
IX	ATTRIBUTION DU MARCHE	10
X	REGULARISATION DES OFFRES / MISE AU POINT DU MARCHE	10
XI	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES / QUESTIONS REPONSES	10
XII	PROCEDURE DE RECOURS	10

I ACHETEUR

Nom : Commune de LA CHAMBRE
Adresse : 294 Grande rue
73130 LA CHAMBRE
Tél : 04 79 56 20 09
E-mail : mairie@la-chambre.fr

L'acheteur intervient en tant que Pouvoir Adjudicateur

II OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

La présente consultation concerne les travaux suivants :

REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Date et heure limites de remise des offres

24/10/2025 à 12h00

III CONDITIONS GENERALES DE LA CONSULTATION

III.1 Étendue et mode de consultation

La présente consultation relève de la procédure adaptée telle que définie à l'article R2123-1^{er} du Code de la Commande Publique (dénommé ci-après CCP).

III.2 Groupement d'opérateurs économiques

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par l'acheteur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si, dans un premier temps, le groupement attributaire est d'une forme différente, il se verra contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait de l'acheteur.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

III.3 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé 120 jours : il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

En cas de report de la date fixée pour la remise des offres, le délai de validité est applicable en fonction de cette nouvelle date.

III.4 Propriété intellectuelle des projets.

Le maître d'ouvrage gardera la propriété intellectuelle des documents établis.

III.5 Modalités essentielles de financement et de paiement

La nature des ressources que l'acheteur entend mobiliser pour financer l'opération sont ses fonds propres.

Le paiement des prestations et travaux sera fait par virement administratif dans les délais prévus selon les règles applicables en matière de comptabilité publique.

III.6 Contenu des Prix – Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

Le marché est un marché à "Prix Unitaires".

Pour remettre leur offre les candidats renseigneront le bordereau de prix.

III.7 Réalisation de prestations similaires

En application des articles R 2112-4 et R 2122-7 du CCP, l'acheteur se réserve la possibilité de confier à l'attributaire pendant une durée de trois ans, dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence, un ou plusieurs marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui ont été confiées.

Les conditions d'exécution de ce marché seront identiques au marché initial.

III.8 Conditions particulières d'exécution

La présente consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées aux articles R 2113-7 et 8 du CCP.

IV OBTENTION ET CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

IV.1 Modalités de retrait du Dossier de Consultation – Profil acheteur

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) est délivré par voie électronique en le téléchargeant gratuitement sur le profil acheteur du maître d'ouvrage à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-securises.fr/entreprise/>

IV.2 Contenu du Dossier de Consultation des Entreprises

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- le Règlement de la Consultation (RC)
- le Cahier des Charges
- le bordereau de prix

V PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en Euro.

Si elles sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis.

V.1 Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces ci-après.

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles R 2142 et R 2143 du CCP et notamment :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui
Copie du/ des jugement(s) prononcé(s) si le candidat est en redressement judiciaire	Non
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L5212-1 à 5212-11 du Code du Travail.	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des prestations similaires réalisées les cinq dernières années	Non
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat.	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Les entreprises nouvellement créées, ou les entreprises ne disposant pas de références ou de peu de références relatives à l'exécution de marchés de même nature fournissent, outre les éléments ci-dessus, tout renseignement jugé de nature à prouver leur capacité. Elles peuvent notamment apporter la preuve du savoir-faire et des capacités d'autres opérateurs économiques par exemple, entreprises du même groupe à condition d'apporter la preuve qu'elles en disposeront pour l'exécution du marché (engagement écrit).

Elles remettent alors les documents mentionnés ci-dessus pour chaque opérateur.

Pièces de l'offre

Libellés	Signature
Bordereau de prix complété	Oui
Mémoire technique	Oui

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

V.2 Présentation des variantes

Rappel : Les variantes sont interdites.

VI CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

Les offres devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception indiquées sur la page de garde du présent document.

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de manière électronique sur le profil d'acheteur : www.marches-securises.fr.

Les copies de sauvegarde et les éléments de la proposition qui ne peuvent être transmis par voie électronique doivent être adressés à :

Contact : www.marches-securises.fr

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et Consultation n°2025_01_La Chambre Règlement de la consultation 5 / 8 la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux. En cas de dépôts successifs il est recommandé que le dernier dépôt contienne l'ensemble des pièces exigées.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli électronique. Elle peut être envoyée sur support physique électronique, ou support papier, qui doit être placée dans un pli scellé, comporter sur l'enveloppe le numéro de la consultation et le nom du candidat. Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse indiquée ci-avant.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

VII EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

VII.1 Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, l'acheteur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 5 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières

VII.2 Critères de jugement des offres

L'examen des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles R 2152-1 et 2 du CCP.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation auprès de l'acheteur, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

En dehors des cas cités dans l'alinéa suivant, l'acheteur se réserve la possibilité de donner une suite favorable à la demande de l'entreprise si cette régularisation n'entraîne pas de modifications des caractéristiques substantielles du marché dont la variation aurait pour effet de fausser la concurrence ou d'avoir un effet discriminatoire.

Ne sont pas concernés par cette possibilité de régularisation :

- les offres n'intégrant pas de proposition pour la solution de base
- les offres pour lesquelles les entreprises ont modifié des données du bordereau de prix,

Toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

- Les critères retenus pour le jugement des offres, en vue de leur classement, figurent dans le tableau ci-dessous ; ils sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1 – Valeur Technique	60 %
2 - Prix	40 %

VII.3 Analyse et notation du critère Valeur Technique

Ce critère sera noté en fonction des informations figurant dans le Mémoire Justificatif et Technique que l'entreprise devra établir et joindre à son offre.

Ce document synthétique **ne devra pas dépasser 70 pages** (non compris les annexes éventuelles qui ne pourront présenter que les fiches techniques et les CV des collaborateurs pressentis pour réaliser le chantier) : dans le cas contraire seules les 70 premières pages seront retenues pour l'analyse et la notation du critère.

La note attribuée au mémoire sera basée sur la qualité, la précision et la pertinence des informations que l'entreprise apportera aux 10 sous critères ci-après pour lesquels le nombre de points affectés figure entre parenthèse :

Qualité de la réponse aux besoins (15 points par critère) :

1. Perception de la commune, de son contexte et de ses objectifs
2. Pertinence des références au regard des enjeux de la commune
3. Adaptation de la méthode de travail pour mener à bien les travaux en réponse aux contraintes
4. Pertinence de la réponse par rapport aux enjeux locaux

Chacun de ces sous critères sera noté comme suit :

- pas de proposition (ou proposition inadaptée) = 0% des points affectés
- insuffisant = 25% des points affectés
- moyen = 50% des points affectés
- satisfaisant = 75% des points affectés
- très bien = 100% des points affectés

Rappel : En cas d'absence de mémoire technique, l'offre sera considérée comme irrégulière et ne sera pas classée.

VII.4 Analyse et notation du Critère Prix

1) Notation du Critère Prix

Les offres réputées conformes au vu des éléments d'informations figurant dans le mémoire technique seront notées sur le critère prix. La notation s'effectuera suivant la règle arithmétique suivante :

Note de l'offre sur 40 points = $(X_{md}/X) \times 40$

avec X_{md} = Montant de l'offre la moins disante (sous réserve des informations figurant au §3) ci-après)

X = montant de l'offre concernée

La note ainsi obtenue exprimée sur 40 points sera affectée du coefficient de pondération figurant à l'article VII-2.

2) Identification des offres anormalement basses

Pour chacune de ces offres, l'acheteur demandera par écrit aux candidats concernés toutes les précisions utiles pour vérifier la cohérence et la pertinence de certains prix unitaires (sous décomposition détaillée).

Les entreprises concernées disposeront d'un délai de 3 jours ouvrés pour apporter par écrit à l'acheteur tous les justificatifs sur les renseignements demandés :

- en cas d'erreur manifeste, l'entreprise pourra si elle le souhaite, modifier son offre et pour effectuer la notation du critère Prix, il sera tenu compte du montant ainsi modifié,
- en cas de justification jugée insatisfaisante par l'acheteur, ce dernier écartera l'offre sur le fondement du 1° de l'article R2152-4 du CCP.

Pour juger du caractère insatisfaisant de la réponse formulée par l'entreprise, l'acheteur pourra notamment mettre en évidence le fait que l'offre :

- ne permet pas une bonne exécution des travaux,
- méconnaît les conditions de réalisation du chantier et à ce titre sous-estime les moyens humains et logistiques à mettre en œuvre,
- ne permet pas une rémunération normale de l'entreprise dans la mesure où le coût des matériaux et équipements à mettre en œuvre est supérieur au montant de l'offre,
- est basée sur des cadences de réalisation non réalistes.

VII.5 Note globale / Classement provisoire / définitif

La note globale (exprimée sur 20) sera obtenue en additionnant chacune des notes

pondérées des deux critères.

Les offres seront ensuite classées par ordre décroissant de notation, la première étant celle ayant obtenu la plus forte note globale.

Dans le cas où des offres obtiendraient la même note globale, le classement entre chacune d'entre elles s'effectuera sur la base du critère prix (qui sera alors prépondérant).

VIII NEGOCIATION AVEC LES ENTREPRISES

Les prix remis par l'entreprise ont un caractère ferme et définitif : par dérogation la possibilité introduite à l'article R 2123-5 du CCP il n'est pas prévu de négociation.

Toutefois l'acheteur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

IX ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Le classement est définitif.

X REGULARISATION DES OFFRES / MISE AU POINT DU MARCHÉ

En cas de régularisation des offres acceptée par l'acheteur, conformément aux dispositions de l'article R 2152-13 du CCP, il sera procédé à la mise au point du marché.

Rappel : cette mise au point ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles de l'offre ou du marché.

A cet effet, l'acheteur sollicitera le candidat auquel il envisage d'attribuer le marché pour que ce dernier lui produise dans un délai de 5 jours ouvrés maxi les pièces de l'offre ainsi modifiées.

XI RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES / QUESTIONS REPONSES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude et afin de respecter le principe d'égalité entre les candidats, ceux-ci devront faire parvenir au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite de remise des offres une demande sur le profil acheteur du maître d'ouvrage.

Dépassé ce délai aucune demande ne sera prise en compte.

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant consulté le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 3 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

XII PROCEDURE DE RECOURS

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Grenoble
2 place de Verdun
38022 GRENOBLE
Tél : 04.76.42.90.00 – Fax : 04.76.42.22.69
Courriel : greffe.ta-grenoble@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

-
- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de Justice Administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
 - Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
 - Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
 - Recours de pleine juridiction (dit « *Tarn et Garonne* ») ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.